

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18667 - 72ÈME ANNÉE

Bilan de la visite d'Emmanuel Macron à La Réunion

PCR : « Quand les responsables politiques à La Réunion prendront-ils enfin leurs responsabilités ? »



Dans un communiqué diffusé hier, le Parti communiste réunionnais tire un bilan de la visite d'Emmanuel Macron. Force est de constater que son séjour de deux jours dans notre île n'a pas permis d'entendre sa position face à la crise sociale et les menaces portées par l'intégration de La Réunion dans la mondialisation. Cette visite a tourné au folklore avec dégustation de samoussas et « séga Macron ». « Quand est-ce que les responsables politiques de La Réunion, tout du moins ceux qui le soutiennent, prendront-ils enfin leurs responsabilités ? », conclut le PCR.

Le voyage à La Réunion de M. Macron, candidat à l'élection présidentielle s'est achevé hier après midi.

Des observateurs ont dit qu'il s'agissait d'une visite à la « rock star » ou d'une « opération de séduction » au cours de laquelle « peu de messages politiques ont été délivrés ».

Il est tout à fait compréhensible que lorsqu'on est candidat à une élection, on veuille être « mignon, gentil », d'accord avec tout le monde.

Mais de là à ne pas « délivrer de messages politiques » quand on brigue la plus haute fonction de la République c'est avoir guerre de considérations pour un peuple qui connaît de grosses difficultés.

Situation très grave à La Réunion

Ces difficultés tout le monde les connaît et M. Macron le premier :

chômage élevé, inégalités, pauvreté, illettrisme, manque de logements... Personne n'attend de lui qu'il règle tous ces problèmes d'un coup de baguette magique. Mais il y a tout de même des préalables qu'il est toujours bon de rappeler.

Ces préalables ? C'est de mettre fin aux inégalités. La Réunion, rappelons-le, est selon l'INSEE le département où les inégalités sont les plus grandes. Comment pourrait-il en être autrement quand pour un coût de la vie identique pour tout le monde, certains perçoivent une

prime de vie chère et d'autres (l'immense majorité) pas ? Comment pourrait-il en être autrement quand le PIB par habitant est de 33 000 euros en France et que celui de La Réunion n'est que de 19 000 euros ?

Ces préalables ? C'est aussi anticiper la crise agricole qui s'annonce avec, pour la filière canne sucre, la fin, dès cette année, des quotas et du prix garanti du sucre. Pour les autres productions c'est la menace que font peser sur elles les Accords de Partenariat Economique (APE) que l'Europe signe avec les pays voisins. Ces préalables ? Ce sont aussi les urgences sociales à régler. Tout cela mérite réflexion, concertation et appel à la Responsabilité de toutes et de tous.

Il n'y a pas de « 'papa' venu de France » qui puisse régler nos problèmes. Il nous appartient à nous Réunionnaises et Réunionnais d'assumer nos responsabilités, de faire les propositions qui s'imposent pour régler nos problèmes ; problèmes immédiats et problème à venir.

Un tournant pour La Réunion

La Réunion est à un tournant de son histoire. Un nouveau pouvoir va s'installer en France dans quelques semaines. Les Réunionnais-es doivent s'entendre pour exiger de ce nouveau pouvoir le changement nécessaire. Nombreuses et nombreux sont celles et ceux qui s'accordent à dire que le système actuel a atteint ses limites ; qu'il est à bout de souffle et qu'il faut imaginer un autre cadre. Ayons l'audace d'imaginer ensemble ce nouveau cadre et portons ensemble la voix de La Réunion, à Paris comme à Bruxelles. C'est le moment ou jamais de le faire sinon nous aurons encore perdu cinq ans.

La Réunion est aussi à un tournant de son histoire car dans les cinq ans à venir son environnement géo-économique sera complètement transformé. Un dynamisme s'est créé dans les pays voisins avec l'aide de grands pays émergents (l'Inde, la Chine, l'Afrique du sud). Notre île ne peut pas être tenu à l'écart. Le nouveau cadre que nous devons imaginer pour La Réunion doit lui permettre de régler non seulement ses problèmes intérieurs mais aussi d'être un véritable partenaire dans sa zone géo-économique pour une politique de co-développement. Tels

sont les problèmes immédiats et à venir que nous avons à résoudre.

« Folklorisation »

Un président de la République ou plus exactement un candidat qui aspire à cette fonction doit porter sa vision au-delà du scrutin et aider le peuple à regarder plus loin que cet horizon. Ce ne fût malheureusement pas le cas à l'occasion de la visite du candidat Macron à La Réunion. Sa visite fût comme l'a écrit un journaliste une « tournée people » ou un autre « une opération de séduction ».

La « folklorisation » de sa visite relève assurément des organisateurs de sa tournée. Les samoussas, bonbons piments et autre séga Macron ce n'est quand même pas le candidat lui-même qui les a imaginés. Alors, quand est-ce que les responsables politiques de La Réunion, tout du moins ceux qui le soutiennent, prendront-ils enfin leurs responsabilités ?

*Bureau de Presse du
Parti Communiste Réunionnais*

A Saint-André

Adrien Larivière, figure militante du PCR, n'est plus

La Section de Saint-André du Parti Communiste Réunionnais a appris avec tristesse, ce vendredi 24 mars, la disparition d'Adrien Larivière, fidèle et infatigable militant du Parti. Il avait 80 ans. Sa vie marquée très tôt par une prise de conscience l'amena dès son plus jeune âge à la lutte politique au sein du PCR.

Adrien Larivière a été de tous les combats, parmi les plus humbles, et les plus obscurs, ne rechignant à jamais à la tâche. C'est en 1967 qu'il rejoint la Section PCR de Saint-André dont le responsable est Ary Payet, année de l'assassinat d'Edouard Savigny, lors de l'élection municipale partielle du 10 décembre.

Elu conseiller municipal de Saint-André en mars 1983 sur la liste de Laurent Vergès, il siégera dans l'opposition, avant de participer à la majorité élue en mars 2008 jusqu'en



2014.

Fidèle parmi les fidèles, Adrien a été ce militant, dévoué, désintéressé, en même temps que d'une très grande modestie. Il fait partie de ces Réunionnais qui par leur vie exemplaire, résolument vouée au service des autres, ont contribué à faire la grandeur de notre Parti.

C'est avec beaucoup d'émotion que nous nous inclinons devant cette fi-

gure militante. Michèle Caniguy, conseillère départementale de Saint-André, et la Direction du PCR se joignent aux militants(es) communistes de Saint-André et présentent à toute la famille d'Adrien Larivière leurs fraternelles condoléances.

Avec la disparition de notre camarade Adrien Larivière, c'est un témoin essentiel des luttes du PCR à Saint-André qui s'en va.

Ses obsèques auront lieu ce lundi 27 mars à 15 H à l'Eglise de Quartier Français et l'inhumation au cimetière de Champ-Borne.

*Pour la Section PCR de
Saint-André
Jacky The Seng
Paul Dennemont*

Edito

Grève générale en Guyane à moins d'un mois de la présidentielle

Aujourd'hui, un mouvement de grève générale débute en Guyane à l'appel de 37 syndicats. Le droit à la santé, à la sécurité et au respect font partie des revendications. Elles confirment l'existence d'une crise profonde dans ce département français. Samedi, une délégation de fonctionnaires mandatée par le Premier ministre pour discuter a été récusée par des manifestants cagoulés. Ces derniers exigent d'avoir en face d'eux un membre du gouvernement.

À moins d'un mois de la présidentielle, la situation sociale ne cesse de se tendre en Guyane, un département gravement touché par les inégalités. C'est pourtant là que se trouve le centre de Kourou qui permet à l'Europe d'être un leader dans le domaine spatial. La Guyane est également un réservoir de biodiversité considérable, grâce à sa forêt tropicale qui est également un puit de carbone permettant d'atténuer les effets du changement climatique. Mais ces richesses considérables ne bénéficient que trop peu aux Guyanais.

70 ans après l'abolition du statut colonial en Guyane, le système est en crise. Ce n'est pas la loi sur l'égalité réelle qui apporte des solutions face à des problèmes d'une ampleur considérable. Cette crise touche également La Réunion, qualifié de département socialement hors norme par une étude de l'INSEE et du Conseil général en 2013. La dernière fois qu'un mouvement social d'une telle ampleur a eu lieu, c'était en Guade-

loupe en 2009. La grève générale a essaimé dans tous les départements d'outre-mer. Cela avait entraîné les États-généraux de l'outre-mer puis une loi d'orientation sous la présidence de Nicolas Sarkozy. Son successeur, François Hollande, a donné au concept d'égalité réelle un cadre légal, au travers d'un texte décrit comme la loi la plus importante pour l'outre-mer depuis celle du 19 mars 1946. Force est de constater que les deux derniers mandats présidentiels n'ont pas permis de donner comme perspective la résolution des problèmes structurels qui minent les pays où s'est appliquée la loi du 19 mars 1946. À moins d'un mois de l'élection présidentielle, un département d'outre-mer est en grève générale. Les candidats à la présidentielle vont-ils enfin tenir compte des propositions faites par les peuples concernés ?

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Avis, Abonnement : avis@temoignages.re
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Le PCR propose un Forum social des îles en 2018

À l'invitation de l'AKFM, une conférence des partis politiques s'est tenue samedi à son siège à Andravoahangy, Antananarivo. Elle était consacrée à la révolte de 1947. Plusieurs partis politiques malgaches ainsi que le PCR ont participé au débat. Ary Yée Chong Tchi Kan a lancé l'invitation au Forum social des îles de 2018, alternative à l'idéologie dominante qui divise et écrase les peuples de notre région.

Dans le cadre des commémorations du 70e anniversaire de la révolte de 1947, l'AKFM organisait samedi une conférence des partis politiques. Eric Rakotomanga, président de l'AKFM, a ouvert les débats. Son intervention a été suivie de celles d'autres dirigeants de l'AKFM. Puis la parole a été donnée aux représentants des autres partis politiques. Les interventions ont montré comment le souvenir de la répression du soulèvement parti de Mouramanga est encore bien vivace dans les esprits à Madagascar. Elles ont rappelé les souffrances subies par la répression menée par l'armée française, et qui fit officiellement plus de 80.000 morts sur une population de 4 millions d'habitants.

Solidarité des luttes

Invité à prendre la parole, Ary Yée Chong Tchi Kan a salué la richesse des interventions, et l'importance de la solidarité avec les victimes. Il a rappelé que la délégation réunionnaise avait organisé le 4 décembre une journée de sensibilisation sur les événements de 1947. Cette mani-

festation historique avait pour cadre la commémoration des 70 ans de la répression de la révolte, mais elle n'a pas eu de répercussion dans les médias malgaches.

Il est revenu sur des combats menés par le PCR. C'est tout d'abord la solidarité avec le peuple sud-africain dans la lutte contre l'apartheid. À cette époque il existait un consulat d'Afrique du Sud à La Réunion. De nombreuses manifestations prenaient ce bâtiment pour cible. Mais force est de constater qu'après la victoire contre l'apartheid, le consulat d'Afrique du Sud a été fermé. Les liens entre les progressistes ont alors été rompus.

Ary Yée Chong Tchi Kan a ensuite évoqué le drame des Chagos, où il y a 50 ans un peuple a été expulsé de son pays à cause de la construction de la base militaire de Diego-Garcia. Or il n'y a aucune solidarité vis-à-vis de ce peuple au sein de la Commission de l'océan Indien.

Faillite de la COI

Le cas de Tromelin est à ce sujet révélateur. Quand Madagascar était une colonie, cette île était administrée depuis Madagascar. Mais au moment de l'indépendance de Madagascar, le principe de l'intangibilité des frontières issues de la colonisation n'a pas été respecté car Tromelin est restée sous souveraineté française. Et aujourd'hui la France propose à Maurice une co-gestion de ce territoire. Comment parler de solidarité dans la COI quand deux de ses membres s'entendent sur le dos d'un troisième. Se pose aussi la question de l'avenir de La Réunion avec Madagascar qui

comptera 44 millions d'habitants en 2050. Le secrétaire du PCR a souligné l'existence d'une descendance importante de Madagascar à La Réunion. Des Malgaches faisaient en effet partie des premiers habitants de notre île.

« Le néocolonialisme nous divise et nous écrase. Sans solidarité entre nous, comment nous en sortir ? », poursuit Ary Yée Chong Tchi Kan, « l'avenir s'écrit entre La Réunion et Madagascar ».

40e anniversaire

C'est pourquoi, le dirigeant du PCR a tout d'abord proposé qu'un groupe de recherche composé de Réunionnais et de Malgache réfléchisse sur ce que peut être le développement. Il a également rappelé qu'en 1978 eurent lieu deux conférences des partis auxquelles ont participé le PCR et des partis malgaches. Tenues à Antananarivo et Mahé, elles avaient alors été défini l'idée de renforcer les liens de solidarité pour le développement. 2018 marquera le 40e anniversaire de cette initiative. C'est pourquoi Ary Yée Chong Tchi Kan a lancé une invitation au Forum social des îles, alternative à l'idéologie dominante, qui devra se tenir l'année prochaine. Pour que 2018 puisse ouvrir la perspective de la solidarité entre nous.

M.M.

In kozman pou la rout

« I tir pa dé po dsi in mouton. »

A ! Ala in drol kozman pou vréman é pou dir la vérité, sa sé in kozman la pa in kozman rényoné. Pou kosa mi pran prékosyon pou dir sa. Pars malorozman si nou nana mouton isi La Rényon, si ni manz la vyann mouton, malorozman ni fé pa – d'après sak mi koné - granshoz avèk la po. La pa parèy dann d'ot péi ousa i anserv la po avèk la lène, kisoï pou fé tapi, kisoï ankor pou fé palto ansanm pou l'ivèr. I parétré mèm, dann tan, la po téi raport in bon moné lo l'élvèr é mazine in kou si l'avé dé par mouton konm sa n'ora été intérésan. Malorèzman na poin dé po, é sak i kroi lo l'élvèr mouton lé rish konm Krézus ébin li la poin rézon. Zot i konpran bien i fo pa rode l'inposib. Ala lo sans nout kozman pou la rout é mi lès azot kass z'ot koko la dsi, an atandan ni rotrov pou d'van sipétadyé.

Dépôt d'une gerbe du PCR au pied de la stèle de Gisèle Rabesahala

Ce samedi matin à Antananarivo, le Parti communiste réunionnais a salué la mémoire de Gisèle Rabesahala en déposant une gerbe au pied du monument qui lui est consacré : une stèle sur la place jouxtant le siège de l'AKFM.

Un hommage a été rendu samedi matin à Gisèle Rabesahala, ancienne secrétaire générale de l'AKFM et fondatrice du Comité de solidarité de Madagascar, par une délégation réunionnaise actuellement en visite dans la Grande Île, conduite par Simone Yée Chong Tchi Kan. Composée de membres de l'association REAGIES, ainsi que d'Ary Yée Chong Tchi Kan, dirigeant du PCR, elle est invitée à Madagascar par l'AKFM pour participer aux commémorations du 70e anniversaire de la révolte de 1947. D'autres Réunionnais ont assisté à de dépôt de gerbe, dont Michel Séraphine, ancien secrétaire général de la CGTR-Ports et Docks, et Jean-Daniel Clotagatilde, président de la Coopérative ouvrière de La Réunion.

Simone Yée Chong Tchi Kan a souligné que Gisèle Rabesahala était une personne très connue dans le monde, comme l'a rappelé l'hommage que lui a rendu Ban Ki-moon, secrétaire général de l'ONU. D'où l'importance de continuer l'œuvre de Gisèle Rabesahala, notamment dans la solidarité entre Madagascar



Simone Yée Chong Tchi Kan au nom du PCR et Ghislaine Cataye, présidente de l'association REAGIES, ont déposé une gerbe au pied de la stèle saluant la mémoire de Gisèle Rabesahala.

et La Réunion. « Le meilleur hommage que nous puissions rendre à Gisèle est que d'autres générations se lèvent et continuent le combat pour la coopération et l'amitié entre nos deux îles », a indiqué Simone Yée Chong Tchi Kan.

Paul Vergès et Gisèle Rabesahala ont été les deux artisans de cette solidarité entre nos deux peuples, a-t-elle poursuivi. Elle conclut son propos par une expression souvent employée par Gisèle Rabesahala :

« que vienne la liberté ».

Eric Rakotomanga, président de l'AKFM, a déclaré que les Malgaches sont très honorés de ce geste qui marquera la célébration du 70e anniversaire des événements de 1947.

Après cette cérémonie, la journée s'est poursuivie par une conférence des organisations politiques regroupant à l'invitation de l'AKFM plusieurs partis politiques de Madagascar, en présence de la délégation réunionnaise.

Hommage aux héros de 1947

Samedi après-midi, la délégation réunionnaise a visité une exposition dans la cour du ministère de la Culture de Madagascar. Devant ce bâtiment qui a été construit quand Gisèle Rabesahala était ministre de la Culture, trois institutions y présentent une exposition relative à la révolte de 1947. L'agence Antana publie sur des panneaux une sélection de photos extraite d'un fonds de plusieurs milliers sur cet événement. Le ministère de la Culture retrace la création du Mouvement démocratique pour la rénovation de Madagascar. Le MDRM eut trois députés en 1945. Ce parti fut la cible de la répression de la révolte de 1947. D'autres panneaux saluent la mémoire des victimes et montrent des photos des exactions. Le Comité de solidarité présente un film des événements.

La délégation réunionnaise a en-

suite été invitée à se rendre devant la plaque et le buste de Gisèle Rabe-

sahala, situé dans un bâtiment du ministère.



Oté

Lo rèst sé la prétansyon, l'orgèy, la blag é lo kozman la boush rouvèr

Inn apré l'ot, bann kandida pou zéléksyon prezidansyèl i pass isi La Rényon. Zot i vien pou shèrché sansa zot i vien pou aporté. Si zot i vien pou shèrché, ni pé dir zot la bézoin inn-dé z'idé pou z'ot program pou l'outre-mèr a komansé par La Rényon ! Si zot i vien pou aporté, ni pé dir zot nana solisyon pou l'outre-mèr é pou La Rényon donk zot i vien anons anou sa isi !

Pou réponn lo dé késtyon i fodré zot i konpran vréman sak i éspas dann l'outre-mèr donk sak i éspas La Rényon. Kisoï pou rode lo bann solisyon, kisoï pou aport inn-dé solisyon, i fo zot i konpran bien sak i spass Isi konm dann lé z'ot péi l'outre-mèr poitan lé pa posib pars zot i konpran a pène sak i éspas é z'ot konséyèr i oi pa tro klèr par zot mèm.

Donk, si konm mi di, lo bann kandida i konpran a pène sak i éspas dann l'outre-mèr dsi lo késtyon sosyal, kiltirèl, ékonomik, anvironemantal zot i pé pa aport bann vré solisyon é zot i pé pa konprann lo vré mésaz l'outremèr. Dan sé kondisyon, zot i pé fé pass in sinp mésaz éléktoral pa in vré mésaz politik.

Mi souvien kan l'ané 2012 Mélanchon la fé in gran rényon dann Por. Sanm pou moin boug-la la di lo sèl mésaz intélizan k'i n kandida i pé dir : li la di, li sava pa dir anou kosa i fo fèr pou La Rényon pars ni koné myé ké li sak nana pou fèr isi shé nou.

Mi koné pa si li lété sinsèr pou vréman, mé sak mi koné sé ké son romark té intélizan san pour san. Pou kosa ? Pars si nana demoun pou trouv la solisyon bann péi l'outre-mèr sé d'moun l'outre-mèr. Si nana demoun pou trouv la solisyon bann problèm rényoné sé bann rényoné zot mèm.

Lo rèst sé la prétansyon é l'orgèy, sé la blag é bann kozman la boush rouvèr.

Justin